



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Marché Public de services

**GARDIENNAGE, SURETE ET INCENDIE DU SITE DE TELECOM PARIS
19 PLACE MARGUERITE PEREY CS20031 – 91123 PALAISEAU**

25 TPT 003 M

PRÉAMBULE	3
1 L'INSTITUT MINES-TELECOM	3
2 TELECOM PARIS	3
3 LE BATIMENT MUTUALISE	3
ARTICLE 1 : PRÉSENTATION DU BATIMENT	4
1.1 DESCRIPTION DU BATIMENT CONCERNE PAR LA PRESTATION	4
1.2 ACTIVITES AU SEIN DU BATIMENT	5
1.3 INSTALLATIONS SPECIFIQUES	5
ARTICLE 2 : NATURE DES PRESTATIONS	5
2.1 DES PRESTATIONS STANDARDS	5
2.1.1 DESCRIPTION SOMMAIRE DES PRESTATIONS	6
2.1.2 GARDIENNAGE	6
2.1.3 SURVEILLANCE	8
2.1.4 CONTROLES	11
2.1.5 PREVENTION	11
2.2 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	12
Prestation IP Paris	13
Prestation cynophile (possible en événementiel ou demande ponctuelle)	13
2.3 POSTE CENTRAL DE SURVEILLANCE (PCS)	13
ARTICLE 3 : FRÉQUENCE ET DURÉE DES PRESTATIONS	14
3.1 REGISTRE DES CONSIGNES	14
3.2 ASTREINTE ET PERMANENCE	15
ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	15
4.1 OBLIGATIONS GENERALES	15
4.2 DESCRIPTIF DES QUALIFICATIONS	16
Personnel "Agent De Surveillance" (ADS)	16
Carte Professionnelle	17
Niveau de Qualification	17
4.3 FORMATION GENERALE	17
4.4 AUTRES DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERSONNELS	18
4.5 CONDITIONS D'ACCES AU SITE	19
4.6 TENUE DU POSTE	20
4.7 APPARENCE	21
4.8 HORAIRES DES PRESTATIONS	23
4.9 CONTINUITE DE SERVICE	23
4.10 ORGANISATION DU TITULAIRE ET PERMANENCE TELEPHONIQUE	24
4.11 ACCIDENT DU TRAVAIL	24
ARTICLE 5 : LES MOYENS FOURNIS PAR TELECOM PARIS	24
5.1 MOYENS FOURNIS AU TITULAIRE PAR TELECOM PARIS:	24
5.2 MOYENS NON FOURNIS	25
ARTICLE 6 : CONTRÔLE ET QUALITÉ DES PRESTATIONS	26
6.1 AUTO CONTROLE DES PRESTATIONS	26
6.2 PRINCIPES GENERAUX DU CONTROLE	26
6.3 CONTROLES CONTRACTUELS	27
6.4 QUALITE DE PRESTATION	27
6.5 REUNIONS DE SUIVI	28
ARTICLE 7 : CLAUSE RELATIVE AUX ASPECTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX	29
ARTICLE 8 : ANNEXES	29
ANNEXE 1 : PLAN DE MASSE	29
ANNEXE 2 : EQUIPEMENTS TECHNIQUES	29
ANNEXE 3 : CONTROLE CONTRADICTOIRE	29
ANNEXE 4 : CAHIER DE CONSIGNES PARTICULIERES (DOCUMENT CONFIDENTIEL – REMIS AU SEUL TITULAIRE DU MARCHÉ)	29

PRÉAMBULE

1 L'INSTITUT MINES-TELECOM

L'Institut Mines-Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel placé sous la double tutelle du ministre en charge de l'industrie et du ministre en charge des communications électroniques, constitue un grand établissement au sens de l'article L 717-1 du code de l'éducation. Il exerce une pluralité de missions au titre desquelles figurent l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et technologique, le transfert de technologie, le soutien à l'innovation et au développement économique, ainsi que l'information et la diffusion de la culture scientifique et technique, dans les domaines de l'industrie et des services, en particulier du management, des dimensions économiques et sociales du développement technologique et de l'innovation, des communications électroniques et des technologies de l'information, de l'énergie, des matériaux et de l'environnement industriel.

Le Groupe se compose actuellement de 8 Grandes Écoles d'ingénieurs et de management et d'une entité transverse (la Direction générale de l'Institut) :

Le présent marché public entend répondre au besoin de l'établissement **Télécom Paris**.

2 TELECOM PARIS

Télécom Paris est une grande école du top 4 des écoles d'ingénieurs généralistes françaises. L'École forme ses diplômés à « Innover et entreprendre dans un monde désormais numérique ». Fondée en 1878, Télécom Paris insère aujourd'hui ses diplômés dans tous les secteurs d'activités et est considérée comme la première grande école d'ingénieurs du numérique. Elle propose une formation « à la carte » sur deux campus à Paris ou à Sophia Antipolis dans sa filiale Eurécom. Avec des enseignements d'excellence et une pédagogie innovante, Télécom Paris est au cœur d'un écosystème d'innovation unique fondé sur l'interaction et la transversalité de sa formation, son centre de recherche et ses deux incubateurs d'entreprises. Évaluée Reconnue comme une unité phare de recherche dans le domaine des sciences du numérique par l'HCERES et labellisée Carnot Télécom & Société numérique, sa recherche couvre tout le champ du numérique et présente 6 axes d'expertise au niveau européen : Science des données et Intelligence artificielle, très grands réseaux et systèmes, Confiance numérique, Design - interactions - perception (réel-virtuel), Modélisation mathématique, Innovation numérique. Attractive à l'International, Télécom Paris compte plus de 130 partenariats avec des universités prestigieuses à travers le monde et accueille 55% d'étrangers sur son campus parisien et 70% sur son campus anglophone de Sophia Antipolis. Reconnue pour sa proximité avec les entreprises, cette école publique garantit une excellente employabilité dans tous les secteurs et l'accès à des postes à responsabilités.

Membre fondateur de l'Institut Polytechnique de Paris, école de l'IMT (Institut Mines-Télécom), Télécom Paris se positionne comme le collège de l'innovation par le numérique du plateau de Saclay.

3 LE BATIMENT MUTUALISE

La Direction générale de l'IMT, Télécom Paris et une partie de Télécom Sud Paris occupent les locaux à Palaiseau.

Télécom Paris assure la gestion du bâtiment.

ARTICLE 1 : PRÉSENTATION DU BATIMENT

1.1 DESCRIPTION DU BATIMENT CONCERNE PAR LA PRESTATION

Le bâtiment est situé à l'adresse suivante :
19 Place Marguerite PEREY CS20031 - 91120 Palaiseau



C'est un bâtiment neuf d'un seul tenant d'une surface au sol de 18 633 m² et de 27 000 m² de surface utile répartis sur un sous-sol et 7 niveaux, le tout découpé en 18 parties.

Le site comporte plusieurs accès piétonniers et véhicules :

- Accès N°1 : 19 Place Marguerite PEREY
- Accès N°2 : 21 Place Marguerite PEREY
- Accès N°3 : 23 Place Marguerite PEREY
- Accès N°4 : 39 Boulevard thomas GOBERT
- Accès N°5 : 37 Boulevard thomas GOBERT
- Accès N°6 : 35 Boulevard thomas GOBERT
- Accès N°7 : 33 Boulevard thomas GOBERT
- Accès N°8 : 31 Boulevard thomas GOBERT
- Accès N°9 : 15 Rue jean PACILLY
- Accès N°10 : 17 Rue jean PACILLY
- Accès N°11 : 17 Rue jean PACILLY

L'établissement est classé **ERP (Établissement Recevant du Public)** de **1ère catégorie** de **type R**, conformément à l'article **R. 123-19** du **Code de la construction et de l'habitation**. Il accueille des activités de type **L** (salles d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usage multiple), **N** (restaurants et débits de boissons) et **PS (Parcs de stationnement couverts)**, en conformité avec les articles **R. 123-2** et **R. 123-4** du **Code de la construction et de l'habitation**, qui précisent les différentes catégories et types d'établissements recevant du public.

L'immeuble n'est pas un IGH (Immeuble de grande hauteur)

Classe : 1ère catégorie (2932 personnes)

Un plan de masse est fourni en annexe 1

1.2 ACTIVITES AU SEIN DU BATIMENT

Activités médicales :	Non
Activités tertiaires :	Oui
Activités informatiques :	Oui
Activités de formation :	Oui
Autres activités :	Laboratoires de recherche informatique, salles de travaux pratiques, salles de cours, salles de réunion et visioconférence, bibliothèque, 9 amphithéâtres.

Activités annexes	
Restaurant :	Oui
Cafétéria :	Oui

1.3 INSTALLATIONS SPECIFIQUES

Le site comporte les installations spécifiques suivantes

Une sous-station, conformément aux exigences de sécurité électrique définies par l'article **R. 4226-1** du **Code du travail**.

Des cabines de traitement d'énergie électrique 2 HT et 4 BT, en conformité avec les articles **R. 4224-15** et **R. 4544-9** du **Code du travail** relatifs aux installations électriques et à la sécurité des travailleurs.

Un restaurant administratif de cuisine collective « Grande cuisine », en accord avec les normes d'hygiène et de sécurité alimentaire prévues par le **Code de la santé publique** (article **L. 232-1** et suivants) et le **Code du travail** (article **R. 232-1-1**).

Un Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A, conformément aux prescriptions de l'article **R. 123-14** du **Code de la construction et de l'habitation**.

Des équipements de contrôle d'accès et de vidéosurveillance, en conformité avec la réglementation de la **Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)**, notamment les articles **L. 251-1** et **L. 252-1** du **Code de la sécurité intérieure**.

Système d'alarmes anti-intrusion, conformément aux prescriptions de l'article **L. 251-1** du **Code de la sécurité intérieure**.

Système d'alarmes techniques (GTB), en conformité avec les articles **R. 4534-9** et **R. 4534-10** du **Code du travail** relatifs à la gestion technique de bâtiment et la sécurité des équipements.

Système de verrouillage électronique à badge, conformément aux exigences de sécurité définies par l'article **L. 251-1** du **Code de la sécurité intérieure**.

12 ascenseurs, en conformité avec les dispositions de l'article **R. 125-1** du **Code de la construction et de l'habitation** relatif à la sécurité des ascenseurs et des installations de levage.

ARTICLE 2 : NATURE DES PRESTATIONS

Deux types de prestation peuvent être exécutées par le prestataire

2.1 DES PRESTATIONS STANDARDS

La phase préparatoire, incluant la prise de fonction par le personnel affecté et la passation des consignes de sécurité, doit être réalisée avant le début effectif de la prestation de gardiennage. Cette période de préparation est essentielle pour garantir la conformité et la sécurité des opérations à venir

Le bon de commande initial concerne la prestation de gardiennage standard pour la durée initiale du marché soit un an.

Le bon de commande définit les modalités d'exécution des prestations, qui comprennent la prestation de gardiennage standard pour la durée précisée dans le contrat initial.

La prestation initiale inclut la période de prise de fonction et de passation des consignes avant le démarrage effectif de la prestation.

2.1.1 DESCRIPTION SOMMAIRE DES PRESTATIONS

Le titulaire du marché s'engage à assurer et garantir l'ensemble des prestations suivantes sur l'ensemble des locaux du bâtiment :

- **Le gardiennage,**
- **La surveillance,**
- **Le contrôle,**
- **La prévention.**

Les prestations prévues au marché incluent des opérations exécutées 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, tant de jour que de nuit, en semaine, le week-end et les jours fériés. Le service doit ainsi être disponible à toute heure, y compris les jours non ouvrés.

Certaines prestations spécifiées dans le marché doivent être réalisées la nuit, en particulier pour un travailleur isolé, conformément aux exigences du **décret n° 92-158 du 20 février 1992**, qui régit le travail isolé et les mesures de sécurité à mettre en place dans ce contexte.

La surveillance et le gardiennage doivent couvrir tous les risques suivants, qu'ils soient d'origine accidentelle, criminelle ou malveillante : incendies, incidents, accidents, explosions, intrusions, effractions, attentats, vols, actes de vandalisme, ainsi que les risques liés aux mouvements de foule. Le dispositif de surveillance et de gardiennage mis en place dans le cadre de ce marché doit démontrer une aptitude à faire face et à neutraliser les risques en fonction de leur gravité, fréquence et évolution.

Les agents responsables de ces fonctions doivent disposer de sang-froid, de compétences physiques et psychologiques, de réactivité, de capacités de dissuasion, ainsi que de qualifications et compétences confirmées pour faire face à des situations à risque.

Les prestations doivent respecter les exigences législatives suivantes :

- **Protection des personnes et des biens** (article 122-6 du Code pénal),
- **Flagrant délit** (article 53 du Code de procédure pénale),
- **Obligation d'assistance à personne en danger** (article 223-6 du Code pénal),
- **Légitime défense de soi-même ou d'autrui** (article 122-5 du Code pénal),
- **Légitime défense des biens** (article 122-5 du Code pénal).

En complément des prestations définies ci-dessus, le titulaire s'engage à respecter toutes les tâches et consignes figurant dans le **registre des consignes** établi par Télécom Paris, et à les mettre en œuvre selon les modalités précisées par l'établissement.

2.1.2 GARDIENNAGE

Objectif : Assurer la protection des biens et des personnes conformément aux lois et règlements en vigueur, ainsi qu'aux directives et instructions communiquées par Télécom Paris.

Les missions des agents de sécurité comprennent notamment :

- **Vérification des accès** : Contrôler la fermeture des accès aux locaux, portes et fenêtres,
- **Extinction de l'éclairage** : Vérifier l'extinction des éclairages dans les locaux,
- **Rondes de sécurité** : Effectuer des rondes, dont la fréquence et les itinéraires sont définis par les consignes particulières du site,
- **Gestion des permis de feu** : Rédiger les permis de feu et gérer les autorisations de travail,
- **Gestion des interventions et opérations** : Assurer la sécurité générale du site durant les interventions (travaux, chargements, déchargements, montages et démontages d'expositions, manifestations, etc.),
- **Application des consignes particulières** : Appliquer les consignes du site, telles que spécifiées dans le cahier des consignes, que le Titulaire déclare avoir pris connaissance et qui peuvent être modifiées par Télécom Paris en fonction des circonstances,
- **Signalement d'anomalies** : Signaler toute anomalie ou exaction auprès de la direction de la sécurité,
- **Alerte en cas d'urgence** : En cas de besoin, alerter directement les pompiers et la police,
- **Rédaction de rapports** : Rédiger des rapports sur la **Main Courante Électronique (MCE)** et, si la MCE est hors service, tenir une main courante manuscrite,
- **Utilisation des outils informatiques** : Maîtriser les outils informatiques standards (Word, Excel, messagerie),
- **Surveillance vidéo** : En dehors des missions de sécurité incendie ou en l'absence du public, effectuer des rondes via surveillance vidéo.

Surveillance technique et anti-intrusion :

- **Contrôle des systèmes** : Vérifier le bon fonctionnement et la fiabilité des systèmes de surveillance et de contrôle d'accès aux différentes zones du site,
- **Vérification du matériel** : Contrôler la présence et l'état du matériel de sécurité,
- **Gestion des alarmes** : Gérer et traiter les alarmes d'intrusion, d'incendie et autres alarmes techniques sur le site de DAREAU (Paris 14),
- **Visionnage des écrans vidéo** : Surveiller les écrans vidéo du **Poste de Commandement de Sécurité (PCS)**.

Interventions et manœuvres :

- **Interventions en cas de crise** : Intervenir en cas d'état de crise ou de troubles importants sur le site (incidents tels que restaurant, soirées étudiantes, rixes, etc.).

Rondes de sécurité et sûreté :

- **Rondes de fermeture et d'ouverture** : Effectuer les rondes de fermeture et d'ouverture, notamment sur le parking, la toiture, les locaux techniques, la cuisine, à la fin des soirées BDE, CRDN,

Rondes à horaires aléatoires : Mener des rondes à des horaires imprévisibles,

- **Rondes pointées** : Réaliser des rondes à l'aide d'un système de contrôle infalsifiable,
- **Rondes temporaires** : Effectuer des rondes temporaires en cas de travaux, après un incident ou accident, ou pour le bon fonctionnement des équipements.

Lutte contre la dégradation des infrastructures :

- **Fermetures et ouvertures des accès** : Le personnel du Titulaire doit respecter scrupuleusement les consignes relatives à la fermeture et à l'ouverture des accès aux sites,
- **Flagrant délit** : En cas de constatation d'un délit (vandalisme, vol, intrusion, réalisation de graffiti ou fresques, etc.), le personnel du Titulaire doit en informer immédiatement Télécom Paris (astreinte), la police, et toute autorité compétente, selon les modalités précisées à l'article 2.2 ci-dessus. En cas de non-respect de ces prescriptions, le Titulaire s'expose à des **pénalités** prévues dans le **Cahier des Clauses Administratives et Particulières (CCAP)**.

2.1.3 SURVEILLANCE

Objectif : Assurer la protection de l'immeuble contre tous les sinistres présentant un danger manifeste et immédiat pour la sécurité et l'intégrité du bâtiment, et prendre en conséquence toutes les mesures adéquates prévues par la réglementation en vigueur, notamment le Code du travail (articles L4121-1 à L4121-5), le Code de la construction et de l'habitation (articles R123-1 à R123-55) et les normes NF S61-931 et NF S61-932, avec les équipements en place.

Le titulaire est chargé de veiller au bon fonctionnement relatif à la sécurité dans le bâtiment.

Il a pour mission :

D'assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique, conformément à l'article R123-4 du Code de la construction et de l'habitation.

D'effectuer des rondes pour prévenir et détecter les risques d'incendie, y compris dans les locaux non occupés, selon les dispositions de l'article R4227-29 du Code du travail.

De faire appliquer les consignes en cas d'incendie, en conformité avec l'article R4227-38 du Code du travail et la norme NF S61-932.

De diriger les secours en attendant l'arrivée des Sapeurs-Pompiers, puis de se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des Sapeurs-Pompiers, conformément à l'article L312-7 du Code de la sécurité intérieure.

De tenir à jour la main courante électronique (MCE), conformément aux prescriptions des services de sécurité et aux exigences du système de gestion de sécurité.

De veiller au bon fonctionnement de tout le matériel de protection contre l'incendie, y compris :

- Extincteurs (Article R123-12 du Code de la construction et de l'habitation),
- Dispositifs d'alarme et de détection incendie (Norme NF S61-931),
- Dispositifs de désenfumage (Article R123-13 du Code de la construction et de l'habitation),
- Dispositif d'éclairage de sécurité (Norme NF EN 1838),
- Portes coupe-feu (Article R123-21 du Code de la construction et de l'habitation),
- Système de sécurité incendie (SSI), en vertu de l'article R122-1 du Code de la construction et de l'habitation.

D'effectuer, à la demande, l'ouverture des portes (salles de cours, amphithéâtres, réunions, ...), en veillant à respecter les consignes de sécurité et les exigences de mise en sécurité.

Contrôler que toutes interventions et travaux se fassent en toute sécurité et s'assurer que la vacuité des cheminements d'évacuation et des voies d'accès des secours extérieurs est assurée, conformément aux articles R4227-29 et R4227-40 du Code du travail.

Exécuter les rondes dans les locaux selon une cadence et l'itinéraire défini par le responsable de sécurité et/ou le chargé de sécurité. Ces consignes sont modulables selon les circonstances.

Surveiller les installations de l'ensemble du site et plus particulièrement les locaux à risques particuliers (ex : accès terrasses, TGBT, Poste de transformation, Local groupe électrogène ...), conformément aux dispositions des articles R4227-29 et R4227-38 du Code du travail et aux normes de sécurité applicables.

Traiter toutes les alarmes et toutes les anomalies : actions et interventions, mesures conservatoires, appel de l'astreinte Télécom Paris, de la permanence du Titulaire ou de tout autre moyen extérieur si nécessaire, conformément aux procédures internes et aux exigences réglementaires.

Faciliter les accès et l'organisation de l'évacuation des personnes à mobilité réduite, en conformité avec les exigences de l'arrêté du 1er août 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public (ERP).

Assurer une surveillance particulière à pied d'œuvre pour toutes manifestations et interventions extérieures susceptibles d'engendrer des risques particuliers ou supplémentaires, conformément à l'article R4227-38 du Code du travail et à l'arrêté du 25 juin 1980 relatif aux conditions de sécurité dans les établissements recevant du public.

Effectuer la gestion centralisée des équipements de sécurité des alarmes (incendie, intrusion, technique) et des écrans de vidéosurveillance sous la responsabilité du titulaire, conformément à la norme NF S61-931 et aux exigences de la CNIL en matière de vidéosurveillance.

Prévenir/détecter et rendre compte des transgressions aux consignes ou dispositions spécifiques des règlements des établissements, appliquer les consignes particulières de l'établissement conformément aux procédures de sécurité et aux règlements internes de l'établissement.

Interventions et manœuvres

Intervention sur une détection (Incendie et sûreté) : En cas de détection incendie ou de sûreté, l'intervention doit être réalisée conformément aux dispositions de l'**article R. 123-18 du Code de la construction et de l'habitation** relatif aux systèmes de sécurité incendie et à la sécurité des établissements recevant du public (ERP).

Intervention sur un début d'incendie : Selon l'**article R. 232-12 du Code du travail**, en cas de début d'incendie, il convient de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'extinction immédiate du feu, en utilisant les équipements de lutte contre l'incendie, et de prévenir les secours.

Intervention sur une alerte à la bombe : En application de l'**article L. 132-1 du Code pénal**, toute alerte à la bombe doit être prise au sérieux, et des mesures d'évacuation et de sécurité doivent être mises en place, conformément aux procédures prévues.

Intervention pour l'évacuation du site, dont la procédure est écrite : L'évacuation du site doit se conformer aux obligations définies dans l'**article R. 123-7 du Code du travail**, qui impose que chaque entreprise dispose d'une procédure d'évacuation claire et documentée, et qu'elle soit régulièrement mise à jour et testée.

Remettre en position d'attente les asservissements suite à une détection incendie, alarme ou en cas de dysfonctionnement (notamment en cas d'alarmes intempestives) Conformément à l'**article R. 232-12 du Code du travail**, il est nécessaire de remettre en position d'attente les dispositifs asservis en cas de dysfonctionnement ou d'alarme intempestive, après analyse et validation par les services compétents.

Prendre les mesures conservatoires qui s'imposent lors d'une situation de crise ou lors d'un dysfonctionnement majeur dans la vie du site (ex : coupures électriques, fuites d'eau, alarmes...)
En vertu de l'**article L. 230-2 du Code du travail**, il est impératif de prendre des mesures conservatoires immédiates en cas de crise ou de dysfonctionnement majeur (coupures d'électricité, fuites, etc.) pour protéger la sécurité des personnes et des biens.

Assistance aux victimes dans le cadre des premiers secours L'assistance aux victimes en cas d'accident ou de malaise doit être réalisée conformément à l'**article L. 4121-1 du Code du travail**, qui impose à l'employeur d'assurer que du personnel est formé aux gestes de premiers secours et à l'utilisation du matériel nécessaire.

Effectuer régulièrement des exercices de manœuvres sur le SSI (Système de Sécurité Incendie)
Selon l'**article R. 123-5 du Code du travail**, des exercices réguliers doivent être effectués sur le SSI afin de s'assurer de son bon fonctionnement et de la réactivité des personnels en cas d'incident.

Effectuer des parcours de connaissance du site : En vertu de l'article R. 4224-14 du **Code du travail**, des parcours de connaissance du site doivent être régulièrement réalisés afin d'assurer que tout le personnel est familier avec les installations et les risques spécifiques du lieu de travail.

Assurer les formations pratiques et théoriques régulières à l'utilisation et à l'emploi de tous les moyens de protection fournis par le titulaire à son personnel (Ex : Equipements de protection individuelle, Talkie-walkie, PTI, connaissance du site, des consignes de sécurité...)

Conformément à l'article L. 4121-1 du **Code du travail**, l'employeur est tenu d'assurer des formations pratiques et théoriques régulières sur l'utilisation des équipements de protection individuelle (EPI), ainsi que sur les procédures de sécurité, afin de garantir la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs.

Surveillance incendie : Contrôle, Prévention, tests, vérifications :

Contrôler tous les dimanches l'ensemble des moyens de communication liés à la **sécurité** du site, tels que la **continuité radio électrique**, les **interphones EAS**, les **appels ascenseurs**, et les **visiophones**, conformément à l'article R. 123-12 du **Code de la construction et de l'habitation**, relatif à la maintenance des systèmes de sécurité incendie et de sûreté dans les établissements recevant du public (ERP).

Contrôler une fois par mois l'appel **pompier au décroché** (téléphone rouge), en vertu de l'article R. 123-11 du **Code de la construction et de l'habitation**, qui impose des vérifications régulières des dispositifs permettant de contacter les secours.

Effectuer des contrôles, tests et essais périodiques sur l'ensemble des installations de **sécurité** (ex : essais de zones à partir des baies de sécurité incendie, compartimentage, portes coupe-feu, blocs éclairage de sécurité, moteurs de désenfumage, colonne sèche, etc.), conformément à l'article R. 125-1 du **Code du travail** et à l'article R. 123-6 du **Code de la construction et de l'habitation**, qui obligent la vérification régulière et l'entretien des installations de sécurité incendie.

Suivre et accompagner l'ensemble des mainteneurs et organismes agréés lors des contrôles et vérifications techniques de l'ensemble des équipements de **sécurité** du site, si besoin ou sur demande, conformément à l'article R. 125-2 du **Code du travail** qui précise que l'employeur doit assurer le suivi des vérifications des équipements de sécurité par des organismes certifiés.

Veiller aux mises à jour nécessaires dans l'organisation générale de la chaîne de **sécurité**, en application de l'article L. 4121-1 du **Code du travail**, qui stipule que l'employeur doit mettre en place toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs et garantir la mise à jour des dispositifs de sécurité.

Participer à l'organisation des manœuvres et aux exercices, notamment ceux destinés à la mise en œuvre des moyens de secours et à l'évacuation du site, conformément aux exigences de l'article R. 4227-31 du **Code du travail**, qui prévoit des exercices réguliers de sécurité incendie et d'évacuation pour les travailleurs.

Animer et assurer un contact régulier avec les équipiers de première intervention (EPI) ainsi que les occupants du site, notamment au cours des différents exercices et/ou formations, conformément à l'article R. 4227-28 du **Code du travail**, qui impose la formation et la coordination des équipes de première intervention.

Force de proposition d'amélioration des consignes et procédures de fonctionnement, en application de l'article L. 4121-1 du **Code du travail**, qui donne à l'employeur et à son personnel la responsabilité d'améliorer en continu les procédures de sécurité.

Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'aux zones de mise en sécurité, les espaces d'attente sécurisés, le point de rassemblement et/ou jusqu'à la voie publique, conformément à l'article R. 123-5 du **Code de la construction et de l'habitation**, qui impose le maintien des voies d'évacuation libres et accessibles en tout temps.

Effectuer les rondes permanentes, temporaires, aléatoires sur demande de Télécom Paris ou sur initiative du chef d'équipe pour les rondes aléatoires, conformément à l'article R. 4227-33 du **Code du travail**, qui définit les obligations des agents de sécurité dans la surveillance et le contrôle des sites.

Visionner les écrans vidéo du PCS (Poste Central de Surveillance), conformément à l'article L. 251-1 du **Code de la sécurité intérieure**, qui régit l'utilisation des systèmes de vidéosurveillance dans les lieux publics et les établissements soumis à des obligations de sécurité.

2.1.4 CONTROLES

Consignes d'accès au bâtiment :

1. Port visible du badge (article L. 131-6 du Code de la sécurité intérieure),
2. Accès par badge uniquement (article R. 232-1 du Code de la sécurité intérieure),
3. La boîte de badges (professionnels et étudiants) est récupérée à 7h00 au PCS et déposée à 20h00 par l'hôtesse d'accueil (article R. 231-1 du Code du travail),
4. Contrôle des badges nominatifs d'accès ménage (article L. 121-1 du Code de la sécurité intérieure),
5. Délivrance des badges pour les entreprises extérieures autorisées, sur contrôle d'une pièce d'identité valide (article R. 233-1 du Code de la sécurité intérieure),
6. Réception et suivi des livraisons de colis et palettes de 07h00 à 16h00 en fonction des consignes vers le local de stockage (sauf dimanche, jours fériés et fermetures de l'école) (article L. 221-1 du Code du travail). Adresse de livraison : 31 Boulevard Thomas GOBERT 91120 Palaiseau (article R. 123-1 du Code de la sécurité intérieure),

Engagement du titulaire concernant la sécurité, la surveillance et la sûreté :

Le titulaire s'engage à assurer les actions ci-après visant la sécurité, la surveillance et la sûreté liées à l'accueil et au contrôle du site, conformément aux normes applicables :

1. Inviter toutes les personnes sur site à respecter les procédures définies pour les accès aux bâtiments (article L. 121-1 du Code de la sécurité intérieure),
2. Identifier, contrôler et prendre en charge les visiteurs et les fournisseurs se présentant au PCS (article L. 232-1 du Code de la sécurité intérieure),
3. Contrôler le stationnement des visiteurs (article L. 221-2 du Code de la route),
4. Renseigner et guider les visiteurs, les entreprises autorisées... et les réorienter en cas de besoin (article L. 121-1 du Code de la sécurité intérieure),
5. Filtrer les entrées et sorties des personnes, des matériels et des véhicules, sur demande spécifique de Télécom Paris (article L. 121-1 du Code de la sécurité intérieure),
6. Tenir un registre des véhicules stationnant au parking la nuit (article R. 231-1 du Code du travail et article L. 233-1 du Code de la sécurité intérieure).

2.1.5 PREVENTION

Avant le début de l'exécution des prestations, le titulaire doit soumettre à Télécom Paris un projet de plan de prévention, qui doit être validé par le pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article R. 4512-6 du Code du travail. Ce plan doit inclure les éléments suivants, conformément aux articles R. 4512-7 à R. 4512-9 du même code :

Définition des phases d'activité dangereuses : Identification des risques associés à chaque phase d'activité et des mesures de prévention spécifiques à mettre en place (article R. 4512-7 du Code du travail).

Adaptation des matériels, installations et dispositifs : Précisions sur l'adaptation des matériels, installations et dispositifs nécessaires pour la réalisation des opérations, en fonction des risques identifiés (article R. 4512-8 du Code du travail).

Définition des conditions d'entretien : Précisions sur les modalités d'entretien des équipements et installations utilisées lors des prestations, afin d'assurer leur sécurité (article R. 4512-8 du Code du travail).

Instructions à donner aux salariés : Informations sur les consignes de sécurité et les mesures à respecter par les salariés (article R. 4512-8 du Code du travail).

Organisation des premiers secours : Mise en place d'une organisation spécifique pour assurer la prise en charge des premiers secours, avec description détaillée du dispositif établi par l'entreprise utilisatrice, conformément à l'article R. 4512-9 du Code du travail.

Assurer le déneigement et le salage : Précisions sur les actions à réaliser pour le déneigement et le salage des zones suivantes (voir consignes de sécurité) :

@ Des voies d'accès vers l'accueil,

@ De l'accès extérieur du parking (accès PCS),

@ De l'accès de la rampe et de la rampe du parking (article R. 4512-7 et R. 4512-8 du Code du travail).

2.1.6 PRESTATIONS ACCESSOIRES

Le titulaire s'engage également à assurer les actions suivantes, conformément aux obligations prévues par le Code du travail et les règlements en vigueur, notamment les articles L. 4121-1 et suivants relatifs à la sécurité et la santé des travailleurs :

1-Assurer la réception des colis et des palettes : Le titulaire veille à réceptionner les colis et les palettes, et à les déposer dans le local dédié à cet effet pour une mise en sécurité, conformément à la procédure mise en place (article L. 4121-1 du Code du travail).

2-Ouverture et fermeture à distance des sites décentralisés : Selon la procédure mise en place, le titulaire doit assurer l'ouverture et la fermeture à distance du site décentralisé au **9 rue DAREAU Paris 14ème**,

Cela doit être effectué conformément aux normes de sécurité définies dans les procédures internes de l'entreprise (article L. 4121-1 du Code du travail).

3-Gestion des communications téléphoniques : Le titulaire doit recevoir et diriger les éventuelles communications téléphoniques, en respectant les consignes de sécurité et de confidentialité en vigueur dans l'entreprise (article L. 4121-1 du Code du travail).

4-Gestion des badges et des clés : Le titulaire est responsable de la gestion des badges et des clés, en s'assurant de leur distribution et de leur restitution dans le respect des normes de sécurité (article L. 4121-1 et L. 233-1 du Code du travail).

5-Mesures conservatoires : Le titulaire doit prendre toutes les mesures conservatoires jugées nécessaires pour garantir la sécurité des lieux et des personnes, et rendre compte de ces actions à la direction sécurité de Télécom Paris, conformément à l'article L. 4121-1 du Code du travail.

6-Relevés pour missions temporaires ou permanentes : Le titulaire doit effectuer des relevés pour des missions temporaires ou permanentes, en veillant à respecter les normes de sécurité et de prévention des risques (article L. 4121-1 du Code du travail).

7-Gestion des équipements de sécurité : Le titulaire doit gérer les interphones de sécurité des ascenseurs, des espaces d'attente sécurité, des visiophones, ainsi que la continuité radioélectrique, et contrôler leur bon fonctionnement tous les dimanches, conformément aux exigences de sécurité prévues par la réglementation (article R. 4224-14 du Code du travail).

2.2 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Pour répondre à un besoin exceptionnel et de courte durée, le **pouvoir adjudicateur** peut adresser au titulaire du présent marché des **commandes complémentaires**, au prix unitaire indiqué à l'acte d'engagement (Annexe 1 : Bordereau des prix unitaires), conformément à l'article 20 du **Code des marchés publics** relatif aux conditions de modification du contrat et à l'article L. 2112-2 du **Code de la commande publique** sur les conditions de révision et de complément de marché.

Prestation IP Paris

Dans le cadre de la mutualisation des **gros événementiels** de l'Institut Polytechnique de Paris (**IP Paris**), réunissant les écoles **Télécom Paris (TP)**, **Télécom Sud Paris (TSP)**, **Polytechnique (l'X)**, **l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique (ENSAE)**, et **l'École Nationale des Techniques Avancées (ENSTA)**, des prestations de **sécurité incendie** et/ou de **surveillance** et de **sûreté** supplémentaires peuvent être demandées ponctuellement sur tous les sites du **plateau de Saclay**, conformément aux articles L. 2333-30 et R. 2333-45 du **Code général des collectivités territoriales** qui régissent les obligations de sécurité pour les événements publics.

Prestation ADS (possible en événementiel ou demande ponctuelle)

En fonction des **événements d'actualité** (ex : **Vigipirate**), des agents de **sûreté** peuvent être demandés, conformément à l'article L. 613-1 du **Code de la sécurité intérieure**, qui précise les responsabilités des entreprises privées en matière de sûreté et de sécurité publique, ainsi qu'aux mesures exceptionnelles définies par l'arrêté ministériel en cas de plan Vigipirate.

Prestation cynophile (possible en événementiel ou demande ponctuelle)

Les prestations de **l'agent cynophile** sont les mêmes que la description des missions ci-dessus ainsi que les **consignes particulières** de la mission.

Les chiens : Le titulaire s'engage à ce que le chien présenté, en même temps que l'agent, soit celui effectivement utilisé par l'agent affecté sur le site **Télécom Paris**, et qu'il en soit le propriétaire, conformément à l'article L. 211-1 du **Code rural et de la pêche maritime** relatif à la gestion et la possession des chiens dans un cadre professionnel.

Par ailleurs, les chiens doivent être **dûment assurés**, en **bonne santé**, et avoir satisfait aux **contrôles sanitaires et réglementaires**, notamment en ce qui concerne les **vaccins** (tous les ans le **CHLPR1**) et le **dressage**, conformément à l'article R. 211-3 du **Code rural et de la pêche maritime** relatif aux exigences sanitaires et aux conditions de circulation des animaux.

Le titulaire doit fournir les **justificatifs** correspondants à l'interlocuteur **Télécom Paris** dans le dossier prévu au présent marché.

Les **chiens de 1ère catégorie** (de type **Pitbulls** et de race **American Staffordshire Terrier**) sont strictement interdits sur le site **Télécom Paris**, conformément à l'article L. 211-12 du **Code rural et de la pêche maritime**, qui interdit la détention de chiens dangereux.

Le travail sur le terrain est accompli uniquement avec des chiens des races suivantes :

- **Groupe 1** : Berger (allemand, de Beauce, de Brie, belge et hollandais) et **Bouvier des Flandres**.
- **Groupe 2** : **Doberman**, **Schnauzer** et **Rottweiler**.

Les chiens du **groupe 3** (par exemple, les terriers) ne sont pas admis. L'âge maximum admis des chiens est de **12 ans**, conformément à l'article R. 211-1 du **Code rural** qui régit les conditions d'emploi des chiens dans les missions professionnelles.

2.3 POSTE CENTRAL DE SURVEILLANCE (PCS)

Le site est équipé d'un **Poste Central de Surveillance (PCS)** situé au sein d'une enceinte protégée, au rez-de-chaussée de l'immeuble, équipé à la fois de systèmes de sécurité incendie et de dispositifs de sûreté, conformément à l'article R. 123-10 du Code de la construction et de l'habitation relatif à la sécurité des établissements recevant du public (ERP) et à l'article L. 151-1 du Code de la sécurité intérieure concernant la prévention des risques.

Ces postes sont occupés en permanence (24h/24 et 7j/7) par des agents de sécurité incendie et de sûreté du titulaire. Ce dispositif peut être modifié en cours de contrat sous réserve d'une validation par l'autorité compétente. **Aucune sous-traitance** ne sera admise, conformément à l'article L. 613-1 du Code de la sécurité intérieure relatif à la responsabilité de l'employeur en matière de sécurité.

- **1 Chef d'équipe SSIAP 2** : 07h00/19h00 et 19h00/07h00, conformément à l'article R. 152-8 du Code du travail, en lien avec la gestion de la sécurité incendie et la coordination des équipes.
- **1 Agent SSIAP 1** : 07h00/19h00 et 19h00/07h00, conformément à l'article R. 152-7 du Code du travail, relatif à la prévention des risques incendie et à la formation des agents de sécurité incendie.
- **1 Agent SSIAP 1** : 07h00/19h00 et 19h00/07h00, pour assurer une surveillance continue et réagir rapidement en cas d'incident.

Le PCS est chargé, en étroite liaison avec le Responsable de la division immobilière, le Responsable sécurité et le Chargé de sécurité, d'organiser la surveillance générale du site et de coordonner l'action des secours :

- **En interne**, avec la participation étroite des **Équipiers de Première Intervention (EPI)** et les chargés d'évacuation, conformément aux exigences des articles L. 411-1 et R. 4227-28 du Code du travail.
- **En externe**, par la mobilisation des secours des services publics (Sapeurs-pompiers, Police, SAMU...), conformément aux dispositions de l'article L. 731-2 du Code de la sécurité intérieure et à l'article L. 723-3 du Code des collectivités territoriales.

Une future collaboration avec les écoles de **IP Paris**, la **sûreté** et les pompiers de **Polytechnique** est prévue, dans le respect des conventions de sécurité publique.

Le PCS est sous la responsabilité directe du **Chef d'équipe (SSIAP2)**, qui est assisté de 2 agents de sécurité incendie **SSIAP1**, et ponctuellement par un ou plusieurs agents de sûreté. Ce chef d'équipe reçoit ses consignes du Responsable de la division immobilière, du Responsable sécurité et du Chargé de sécurité, conformément aux obligations de coordination définies par l'article R. 152-9 du Code du travail.

Toutes les consignes de sécurité (incendie, sûreté, spéciales, particulières, permanentes, temporaires) sont envoyées par **email** (pc.securite@telecom-paris.fr) et enregistrées dans la **main courante électronique (MCE) GUARTEK**, propriété de Télécom Paris, dans laquelle chaque agent a son propre compte et un mot de passe pour établir des rapports et prendre connaissance des consignes, comme prévu par les articles R. 4227-29 et R. 4227-30 du Code du travail relatifs à la gestion des consignes de sécurité. Chaque agent effectue sa propre prise de service sur la MCE.

Un accès au responsable titulaire est fourni afin de se tenir informé des prises de service, des événements, des incidents, des interventions, etc., dans le respect des obligations de traçabilité et de sécurité énoncées à l'article L. 1221-6 du Code du travail.

Les consignes de **Télécom Paris** sont validées et adaptées au format du titulaire avec son logo. Le titulaire, n'utilisant pas habituellement ce logiciel, sera formé à son utilisation pour assurer une prise en main efficace, conformément à l'article L. 6313-1 du Code du travail relatif à la formation professionnelle des agents de sécurité.

ARTICLE 3 : FRÉQUENCE ET DURÉE DES PRESTATIONS

Le site est ouvert de **07h00 à 20h00 tous les jours**

3.1 REGISTRE DES CONSIGNES

Les fonctions d'**agent**, chargé du **gardienage de nuit** et de **jour**, sont précisées dans le **cahier des consignes particulières** (annexe 4 au présent CCTP), dont le titulaire déclare avoir pris connaissance et qui peuvent être complétées ou modifiées suivant les circonstances, conformément à l'article R. 4227-28 du **Code du travail** relatif aux consignes de sécurité incendie et de sûreté, et à l'article L. 4121-1 du même Code, portant sur les obligations de l'employeur en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Les changements apportés aux consignes sont portés à la connaissance du titulaire par **Télécom Paris** avant leur mise en application, conformément à l'article R. 4227-32 du **Code du travail** concernant l'information des travailleurs sur les consignes de sécurité. Ces changements sont transcrits dans la journée auprès du personnel sur la **MCE** (Main Courante Électronique) et en version manuscrite avec en-tête, en respectant les exigences de l'article L. 1222-1 du **Code du travail**, qui stipule la nécessité de communiquer toute modification importante aux travailleurs.

Chaque consigne doit être lue sur la **MCE** et fera office d'émargement, conformément à l'article R. 4227-30 du **Code du travail**, relatif à la traçabilité des consignes de sécurité et à la signature des agents de sécurité. L'émargement atteste que chaque agent a bien pris connaissance des consignes.

Le titulaire doit mettre en place, au plus tard, un mois après le démarrage des missions, un **cahier des consignes** à jour, conformément à l'article R. 4227-31 du **Code du travail**, qui exige la mise à jour des consignes et leur accessibilité pour tous les agents de sécurité. Ce cahier doit être mis à jour régulièrement pour refléter les changements et les consignes spécifiques applicables, en conformité avec les obligations de l'employeur.

3.2 ASTREINTE ET PERMANENCE

Le titulaire **maintient en permanence**, 24h sur 24 et 7 jours sur 7, tous les jours calendaires, un contact téléphonique par lequel il peut être tenu au courant, par des tiers, d'incidents pour lesquels son intervention paraît nécessaire, conformément à l'article R. 4227-33 du **Code du travail**, qui impose la disponibilité continue des services de sécurité incendie pour intervenir en cas de besoin.

Il lui appartient, dans le cadre de ses obligations, de mettre en œuvre, en tout temps, les moyens d'action nécessaires, conformément à l'article L. 4121-1 du **Code du travail**, qui stipule que l'employeur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la santé des travailleurs, y compris en cas d'incident nécessitant une intervention d'urgence.

Le titulaire assure un dispositif d'**astreinte** qui permet au client de joindre à tout moment, quels que soient l'heure et le jour, la personne responsable afin de guider les interventions urgentes, en conformité avec l'article L. 3121-12 du **Code du travail** relatif aux périodes d'astreinte et à la disponibilité des travailleurs, et l'article R. 4227-34 du **Code du travail**, qui exige un dispositif de réponse rapide et l'intervention de personnel qualifié pour la gestion des urgences de sécurité incendie et de sûreté.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1 OBLIGATIONS GENERALES

Le Titulaire reste, dans tous les cas, entièrement responsable de l'exécution des prestations réalisées (y compris dans le cas de prestations complémentaires), sauf s'il apporte la preuve que les dommages résultent de dispositions impératives du marché ou d'ordres de services de Télécom Paris. Cette responsabilité est maintenue malgré les réserves écrites et précises qu'il a formulées dans un délai de 2 (deux) jours décomptés à partir de la date de réception de l'ordre de service, conformément aux dispositions des articles L. 441-1 et suivants du Code de commerce.

Le Titulaire et ses agents sont redevables de l'ensemble des prestations définies aux articles 2 et 3 du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le Titulaire s'engage notamment à :

Assumer sous sa responsabilité l'organisation du travail, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel en vue d'accomplir sa mission de sécurité, conformément à l'article R. 4227-1 du Code du travail relatif à l'organisation et à la sécurité du travail.

Assurer la permanence de ses prestations afin que la mission soit parfaitement remplie et en conformité avec la législation en vigueur, notamment les articles L. 4121-1 et suivants du Code du travail sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

Tenir compte des remarques formulées par Télécom Paris ou son représentant concernant le comportement et/ou la qualité des prestations, conformément à l'article L. 121-20-3 du Code de la consommation, qui prévoit l'obligation de conformité des services fournis.

Consigner par écrit (en français lisible) au pouvoir adjudicateur tous les événements survenus, ainsi que tous les constats pouvant nuire à la sécurité des personnes et des biens, afin de permettre l'actualisation et la mise en conformité des installations dans un cahier de "main courante", conformément aux articles R. 231-1 et suivants du Code du travail, relatifs à la consignation des risques et incidents sur le lieu de travail.

Fournir pour les besoins du service le matériel de liaison phonique portable (en état permanent de fonctionnement), conformément aux normes prévues par l'Article L. 231-1 du Code du travail, qui impose l'équipement adéquat pour assurer la sécurité.

Garder en bon état les locaux qui sont mis à la disposition de son personnel, conformément à l'article L. 231-1 du Code du travail, qui prévoit des mesures pour assurer des locaux de travail sécurisés.

Fournir au personnel une tenue de service correcte et uniforme (SSIAP), en conformité avec les exigences de l'article R. 625-1 du Code de la sécurité intérieure, relatif aux normes des uniformes pour les agents de sécurité.

Assurer la formation du personnel, en conformité avec les exigences de l'article R. 6352-1 du Code du travail sur la formation obligatoire en matière de sécurité.

Assurer le contrôle des présences des agents de sécurité, conformément aux articles R. 611-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure, relatifs à l'obligation de contrôle des services de sécurité privée.

4.2 DESCRIPTIF DES QUALIFICATIONS

Le personnel doit correspondre à la qualification définie dans la Convention Collective Nationale des Entreprises de Prévention et de Sécurité et dans l'arrêté du 2 mai 2005 (SSIAP), conformément aux exigences des articles L. 132-1 et suivants du Code du travail relatifs aux conventions collectives et à la réglementation spécifique de la sécurité privée.

Personnel "Agent De Surveillance" (ADS)

Ce personnel doit justifier du Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) prévu par l'article L. 6222-1 du Code du travail et être formé à l'utilisation des extincteurs, à la vidéo surveillance, aux gestes de premiers secours et être titulaire de l'habilitation HOB0, conformément aux exigences de l'arrêté du 2 mai 2005 relatif aux agents de sécurité incendie et à l'article R. 631-1 du Code de la sécurité intérieure.

Agent des Services de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes (SSIAP)

Ce personnel doit justifier des diplômes figurant dans l'arrêté du 2 mai 2005, modifié, relatif à la qualification des agents de sécurité incendie, en application des articles R. 6321-1 et R. 6321-2 du Code du travail sur la formation et la qualification des agents de sécurité incendie. En outre, le personnel SSIAP affecté sur le site de Télécom Paris doit impérativement être titulaire du CQP, conformément à l'article R. 6321-1 du Code du travail.

Agent Conducteur de Chien

Ce personnel doit justifier du CQP/ASC (Certificat de Qualification Professionnel / Agent de Sécurité Cynophile) conformément à l'arrêté du 31 janvier 2012 relatif à la formation des agents cynophiles, ainsi qu'à l'article L. 611-1 du Code de la sécurité intérieure. L'agent du titulaire doit présenter un certificat d'aptitude délivré par un établissement de dressage agréé datant de moins de 30 jours, en vertu de l'article L. 631-1 du Code de la sécurité intérieure, qui régit l'utilisation des chiens dans la sécurité privée.

Carte Professionnelle

Tous les agents de sécurité sûreté et incendie doivent être titulaires d'une carte professionnelle, en application de l'article L. 611-1 du Code de la sécurité intérieure, qui impose l'obtention de cette carte pour tous les agents de sécurité privée.

Niveau de Qualification

Le niveau de qualification prend en compte le classement de l'établissement, le niveau de complexité des opérations à réaliser, ainsi que les degrés d'autonomie, de décision et d'anticipation, et les compétences requises. Cette évaluation est régie par l'article L. 612-1 du Code de la sécurité intérieure et l'arrêté du 2 mai 2005 relatif aux qualifications des agents de sécurité incendie.

Les prestations comprennent donc :

Un Chef d'équipe de sécurité incendie (SSIAP2), qui assure, en cas d'absence des responsables du site, le commandement général des opérations au Poste de Commandement de Sécurité (PCS). Cette fonction doit respecter l'article R. 631-1 du Code de la sécurité intérieure, qui encadre la gestion de la sécurité incendie dans les établissements recevant du public (ERP).

La fonction a pour objet de garantir un fonctionnement opérationnel entre le Poste Central de Sécurité et les responsables du site, par l'instauration d'un dialogue quotidien avec ces interlocuteurs privilégiés, conformément aux articles L. 631-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure, en vue d'assurer de manière fiable la coordination générale de prévention et de sécurité du site.

Les prestations sont réalisées :

Par un technicien qualifié SSIAP2, agent de maîtrise. Ce technicien sera remplacé pendant ses congés, maladies et formations par un autre chef d'équipe qualifié SSIAP2 (tous formés sur le site, sans recours à des prestataires extérieurs), en conformité avec l'arrêté du 2 mai 2005 et les exigences relatives à la continuité de la formation des agents de sécurité incendie.

Par des techniciens agents de sécurité incendie (SSIAP1), conformément aux articles R. 631-1 et R. 6321-1 du Code de la sécurité intérieure et de la formation continue des agents de sécurité incendie.

Ponctuellement complétés par des agents de sécurité (ADS) et/ou cynophiles, selon les besoins et conformément à la réglementation applicable aux prestataires de services de sécurité privée (article L. 611-1 du Code de la sécurité intérieure).

4.3 FORMATION GENERALE

Chaque nouvel agent sur site est formé préalablement par le Titulaire conformément aux missions et aux exigences de Télécom Paris. Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens et les compétences nécessaires pour assurer la formation de ses agents, en conformité avec les exigences prévues dans le **Code du travail** et les **normes spécifiques de sécurité** applicables. Télécom Paris vérifie ou fait vérifier la compétence du personnel du Titulaire. À cet effet, le Titulaire fournit tous les éléments demandés par Télécom Paris.

La durée des formations est déterminée proportionnellement aux caractéristiques du site, conformément aux exigences définies par le **Code de la sécurité intérieure** (article L611-1 et suivants) et le **Code du travail** (article R4224-14).

Le Titulaire du marché doit justifier de la formation de son personnel par la remise d'un double de tous ses diplômes, habilitations et attestations de qualification, qui seront annexés au registre de sécurité, en application de l'article **R. 4534-4** du **Code du travail**.

Tous les agents du service de surveillance doivent impérativement être habilités H0 B0 par le Titulaire, avec exercice pratique sur les installations du site, conformément à l'article **R. 4544-9** du **Code du travail** relatif aux habilitations électriques.

Tout nouvel agent chargé du gardiennage doit, avant d'assurer seul ses fonctions, remplir les conditions fixées aux articles 2 et 4 du contrat (cahier de consignes spécifiques qui sera remis au Titulaire – Annexe 4 au présent CCTP). Dans le cas où Télécom Paris estime que le niveau de connaissance est insuffisant, le Titulaire assurera, à sa charge, la formation jusqu'à l'obtention du niveau nécessaire, en conformité avec l'article **L. 6313-1** du **Code du travail** relatif à la formation professionnelle.

4.4 AUTRES DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERSONNELS

Les services doivent être exécutés par du personnel :

Parlant, lisant et écrivant correctement le français, conformément à l'article L. 1132-1 du Code du travail relatif à l'égalité de traitement et à la langue de travail ;

Très sérieux, sobre, d'une présentation et d'une honnêteté irréprochable, en conformité avec l'article L. 1121-1 du Code du travail sur les principes de sécurité et de moralité au travail ;

Faisant preuve de bon sens, d'initiative, et de maîtrise de soi face aux difficultés rencontrées, en accord avec l'article L. 4121-1 du Code du travail relatif à la sécurité et la prévention des risques ;

Ayant conscience de leurs responsabilités, conformément à l'article L. 1211-1 du Code du travail qui impose à chaque salarié d'agir avec diligence dans l'exercice de ses fonctions ;

Ponctuel, dans le respect de l'article L. 1232-1 du Code du travail qui stipule que le respect des horaires de travail est une obligation du salarié ;

Apte à la surveillance dans des conditions qui seront fixées par Telecom Paris, conformément aux exigences de l'article L. 4221-1 du Code du travail sur les conditions de travail ;

Maîtrisant l'outil informatique (Word, Excel, et messagerie), dans le cadre de l'article L. 6321-1 du Code du travail concernant la formation professionnelle ;

Une formation de pompiers du SSIAP 2 serait un plus, selon les exigences de l'article R. 4227-1 du Code du travail, relatif à la sécurité incendie en entreprise.

Renouvellement du personnel affecté à l'établissement

Afin de garantir une continuité dans l'efficacité des prestations, le renouvellement du personnel affecté à l'établissement doit respecter les conditions suivantes :

Durant les trois premiers mois suivant la prise d'effet du marché, le taux limite du renouvellement du personnel est fixé à 30% par mois ; il est fixé à 10% par mois pour les mois suivants, conformément à l'article L. 1221-19 du Code du travail sur le renouvellement des effectifs ;

Des dispositions particulières pourront être envisagées par le Titulaire, après accord de Telecom Paris, selon l'article L. 1121-3 du Code du travail qui permet une adaptation des conditions de travail sous certaines conditions ;

Avant d'occuper un poste, tout nouvel agent doit être formé systématiquement par le Titulaire. Le temps nécessaire à cette formation est à l'appréciation du Titulaire, conformément à l'article L. 6321-1 du Code du travail relatif à la formation professionnelle ;

À l'issue de cette période de formation, tout nouvel agent sera mis en doublon, à la charge du Titulaire, pendant au minimum 2 vacations de jour et 1 vacation de nuit pour les agents polyvalents, conformément aux articles L. 6221-1 et suivants du Code du travail sur la sécurité des salariés dans le cadre de nouvelles affectations ;

Avant l'affectation de tout nouvel agent et immédiatement après la période de formation, le Titulaire doit justifier par écrit à Telecom Paris que l'agent possède l'autonomie et les compétences nécessaires aux postes auxquels il sera affecté, comme prévu dans l'article L. 6313-1 du Code du travail sur la validation des compétences professionnelles.

Le justificatif doit détailler le nombre d'heures de formation réalisées par poste. L'absence de justification à Telecom Paris entraînera l'application d'une pénalité précisée à l'article 10 du CCAP, en conformité avec l'article L. 442-6 du Code de commerce sur les pénalités en cas de non-respect des obligations contractuelles

Liste des personnels

Le Titulaire doit fournir à Telecom Paris, cinq (5) jours avant la date de début du marché :

La liste nominative (permettant une identification sans ambiguïté) et l'affectation de son personnel, y compris les remplaçants devant travailler sur le site, définis dans le marché, conformément aux exigences de l'article L. 1221-13 du Code du travail ;

La liste des tableaux de roulement des personnels à J-5. Cette liste est ensuite tenue à jour mensuellement et adressée systématiquement aux représentants de Telecom Paris à l'occasion de la revue mensuelle, selon l'article L. 3121-1 du Code du travail concernant la planification du temps de travail ;

Seuls les personnels figurant sur la liste sont admis à travailler sur le site de Telecom Paris. Toute modification d'une de ces listes doit être transmise aux représentants de Telecom Paris dès que le Titulaire en a connaissance, par courrier simple ou par mail, conformément à l'article L. 1221-8 du Code du travail sur la mise à jour des données relatives au personnel.

En cas d'événementiel :

De façon exceptionnelle, et après accord de Telecom Paris, le Titulaire peut employer des agents (ADS) non-inscrits sur les listes ci-dessus, mais justifiant de leur identité, de leur formation sur le site, et d'une déclaration préalable à l'embauche (DPAE) ainsi que d'une copie de la carte professionnelle, conformément à la réglementation relative aux entreprises de surveillance, notamment l'article L. 613-1 du Code de la sécurité intérieure et l'article R. 631-1 du Code de la sécurité intérieure.

Tableaux des services

Le Titulaire doit également fournir des tableaux de roulement opérationnel à Telecom Paris, relatifs aux prestations liées au présent marché, cinq (5) jours avant la date de début du marché. En cours de marché, le Titulaire est tenu de transmettre sous format informatique le tableau de roulement à Telecom Paris 5 jours avant le 1er du mois suivant et à chaque modification, conformément à l'article L. 3121-10 du Code du travail sur l'adaptation du travail en fonction des besoins de l'entreprise.

4.5 CONDITIONS D'ACCES AU SITE

Conformément aux articles L. 1321-1 et L. 1321-2 du Code du travail, Telecom Paris (TP) doit être informé de l'entrée et de la sortie de toute personne dans son établissement. Le personnel du Titulaire demeure sous la responsabilité et la subordination exclusive de ce dernier. Ce personnel doit se conformer à la réglementation en vigueur sur le site, notamment en matière de sécurité et de santé au travail, comme le stipule l'article L. 4121-1 du Code du travail.

En vertu de l'article R. 4512-1 et suivants du Code du travail, Telecom Paris demande à l'initiative du Titulaire de garantir et de justifier que l'ensemble de son personnel soit formé et informé en permanence de l'évolution de la réglementation liée à la profession, notamment en matière de sécurité et d'aptitudes professionnelles.

Avant la période de formation, le Titulaire a l'obligation, sous peine de pénalité prévue par l'article L. 1321-3 du Code du travail, de présenter tout nouvel agent à l'interlocuteur de Telecom Paris.

Lors de cette présentation, le Titulaire doit remettre un dossier complet contenant à minima les éléments suivants, conformément aux exigences des articles L. 1221-13 et R. 1221-1 du Code du travail :

- Copie de la carte d'identité de l'agent, du titre de séjour ou du passeport en cours de validité,
- Attestation de formation aux gestes de premiers secours (SST ou AFPS ou PSC1, etc.),

- Le titre d'habilitation HOB0, recyclé selon la périodicité prévue,
- La correspondance de la Préfecture autorisant l'agent à exercer le métier d'agent de surveillance (au moins le récépissé de la demande à la Préfecture),
- Copie du diplôme CQP (certificat de qualification professionnelle),
- Copie du diplôme SSIAP, à jour du recyclage,
- Copie de l'attestation de visite médicale,
- Copie de la déclaration unique d'embauche.

Conformément à l'article L. 1221-9 du Code du travail, Telecom Paris se réserve le droit, à l'issue de l'entretien, de ne pas accepter la candidature du personnel présenté par le Titulaire. Le Titulaire supportant seul, dans ce cas, les conséquences d'un tel refus.

Avant l'affectation de tout nouvel agent et immédiatement après la période de formation, le Titulaire doit justifier par écrit à Telecom Paris que l'agent possède l'autonomie et les compétences nécessaires pour occuper les postes auxquels il sera affecté. Ce document, conformément à l'article R. 4512-9 du Code du travail, sera annexé au dossier du Titulaire.

Le personnel du Titulaire non planifié n'est pas autorisé à pénétrer dans les locaux de Telecom Paris sans un accord préalable de l'établissement, comme stipulé dans l'article L. 1311-2 du Code de la sécurité intérieure.

4.6 TENUE DU POSTE

Les consignes doivent obligatoirement être transcrites conformément à l'article 2 du **cahier de consignes spécifiques** (Annexe 4 au présent CCTP). Le Titulaire demeure responsable du matériel, mobilier et locaux dont il a la jouissance, en vertu de l'article **R. 4321-1** du Code du travail, et veille en permanence à :

Limitier les accès aux seules personnes autorisées, conformément à l'article **L. 4121-1** du Code du travail relatif à la sécurité au travail ;

Conserver l'état de propreté et de rangement du local et de son poste de travail, conformément à l'article **R. 4224-14** du Code du travail sur les obligations d'hygiène et de sécurité ;

Autoriser la restauration de son personnel dans les locaux prévus à cet effet, conformément à l'article **L. 232-1** du Code du travail, relatif aux lieux de restauration dans l'entreprise ;

L'usage des moyens de communication, ainsi que des outils informatiques, est strictement réservé aux besoins du service, conformément à l'article **L. 2323-1** du Code du travail, relatif à l'utilisation des moyens de communication au sein de l'entreprise. Son utilisation injustifiée, à des fins personnelles, est considérée comme un manquement (non-respect des consignes) et fait l'objet de réfections et/ou pénalités, conformément à l'article **L. 1331-1** du Code du travail ;

Faire libérer les vestiaires au départ de son personnel, conformément aux normes de sécurité et d'hygiène stipulées dans l'article **R. 4224-15** du Code du travail ;

Identifier chaque vestiaire (Nom, Prénom ou numéro), en application des prescriptions relatives à la gestion des espaces de travail dans l'article **R. 4224-13** du Code du travail ;

Le Titulaire a à sa charge de mettre en place les équipements nécessaires pour la restauration de son personnel ainsi que la vaisselle, conformément à l'article **L. 2323-1** du Code du travail, relatif aux installations de restauration ;

Il veille en permanence à ce que son personnel dispose de produits d'entretien, conformément aux exigences d'hygiène en vigueur dans l'article **R. 4224-16** du Code du travail ;

Les téléphones et ordinateurs portables personnels sont strictement interdits au poste de sécurité sauf accord préalable de Télécom Paris, leur utilisation se fera dans la salle de pause à l'arrière du PCS, conformément à l'article **L. 4121-1** du Code du travail, qui impose des conditions de sécurité spécifiques dans certains postes de travail ;

Il est interdit de fumer dans l'enceinte du bâtiment, conformément à l'article **R. 3511-1** du Code de la santé publique relatif à l'interdiction de fumer dans les lieux publics fermés.

L'usage de téléphone appartenant à Télécom Paris à des fins personnelles est interdit, en vertu de l'article **L. 1331-1** du Code du travail.

Dans tous les cas, les agents du Titulaire ne sont pas autorisés à rester sur le site en dehors de leurs horaires de service, conformément à l'article **L. 3121-1** du Code du travail, qui régit les horaires de travail et les conditions de présence des salariés.

4.7 APPARENCE

Le Titulaire fournit à son personnel une tenue de travail et les équipements nécessaires au service, conformément aux dispositions des articles L. 4121-1 et suivants du Code du travail, ainsi qu'aux exigences autorisées par la loi. Il est précisé que, conformément à l'article L. 2336-1 du Code de la Défense, les armes à feu de toutes catégories sont interdites dans l'exercice de cette fonction.

Le Titulaire veille à assurer un niveau de service optimal en garantissant le maintien en parfait état de propreté et de convenance des uniformes, conformément aux obligations de sécurité et d'hygiène énoncées dans l'article R. 4224-14 du Code du travail. Il assure également le bon fonctionnement des équipements de sécurité, en fournissant en nombre suffisant les uniformes et les équipements nécessaires.

Télécom Paris se réserve le droit, conformément à l'article L. 1222-1 du Code du travail, de refuser l'accès à son poste de travail à tout personnel ne remplissant pas les exigences énoncées ci-dessus. Les agents doivent être équipés de :

@ Tenues spécifiques conformes aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

Agent des Services de Sécurité Incendie

Les uniformes des agents des services de sécurité incendie comporteront deux insignes distinctifs spécifiques à l'entreprise et seront constitués d'au moins :

Blouson ou parka avec bande réfléchissante : Conformément à l'article R. 4323-95 du Code du travail, les vêtements de travail doivent inclure des éléments réfléchissants pour assurer la visibilité des agents, en particulier dans des conditions de faible luminosité ou en extérieur.

Polo de couleur rouge avec inscription brodée "Service sécurité incendie et assistance à personnes" au niveau de la poitrine : L'article L. 4121-1 du Code du travail impose aux employeurs de garantir des vêtements de travail adaptés et identifiables, avec des inscriptions permettant de distinguer les rôles spécifiques des agents.

Pantalon F1 de couleur bleu marine : Le pantalon doit être conforme aux normes de sécurité pour les services de sécurité incendie, en respectant les exigences de l'article R. 4323-95 du Code du travail concernant les équipements de travail adaptés aux risques spécifiques.

Veste type F1 ou équivalent de couleur rouge avec bande réfléchissante, avec inscription brodée "Service sécurité incendie et assistance à personnes" : Selon l'article R. 4323-95 du Code du travail, les agents doivent porter des vêtements qui permettent leur identification et garantissent leur sécurité, en particulier en cas d'interventions dans des environnements dangereux.

Pull ou sweat-shirt de couleur rouge avec inscription brodée "Service sécurité incendie et assistance à personnes" au niveau de la poitrine : L'article L. 4121-1 du Code du travail impose que les agents portent des vêtements adaptés aux risques professionnels, en veillant à leur visibilité et à leur identification.

Chaussures ou bottes adaptées (semelles épaisses et en caoutchouc), type "Rangers" ou équivalent : Conformément à l'article R. 4323-95 du Code du travail, les chaussures de sécurité doivent répondre aux normes en vigueur, en particulier pour assurer la protection des pieds contre les risques

de chocs, de perforations, d'humidité et d'électricité. Les chaussures doivent être étanches et isolantes à l'électricité.

Insignes distinctifs : Selon l'article L. 4121-1 du Code du travail, les employés doivent porter des insignes distinctifs permettant d'identifier leur fonction et leur service.

Remarque légale : Conformément à l'arrêté du 2 mai 2005 modifié, "les effets portés, au niveau du buste, par les personnels des services de sécurité incendie doivent permettre une différenciation avec les personnels des services de secours publics. À cet effet, le bleu marine est interdit." Cet arrêté veille à garantir une distinction claire entre les uniformes des services de sécurité incendie et ceux des services de secours publics, conformément à la réglementation en vigueur.

Agent de Surveillance

L'Agent de surveillance doit porter l'équipement suivant, conformément aux exigences de sécurité, d'hygiène et de réglementation applicables :

Pantalon costume couleur gris : L'uniforme doit être conforme aux exigences de présentation et de sécurité, conformément aux articles L. 4121-1 et L. 4122-1 du Code du travail relatifs à la sécurité et aux conditions de travail des agents.

Veste costume couleur grise : En vertu des articles L. 4121-1 et L. 4122-1 du Code du travail, les agents doivent porter un uniforme adapté à leur fonction et garantissant leur sécurité.

Chemise manche longue blanche : L'article L. 4121-1 du Code du travail impose le respect de l'hygiène et de la sécurité vestimentaire dans l'exercice de la fonction.

Cravate au nom du Titulaire : L'obligation de porter des éléments identifiants et distinctifs est conforme à l'article L. 4121-1 du Code du travail, assurant la lisibilité de la fonction et la sécurité des agents.

Chaussure basse de sécurité de couleur noire : Conformément à l'article R. 4323-95 du Code du travail, les chaussures de sécurité doivent répondre aux exigences relatives à la protection des pieds, en particulier dans des environnements de travail pouvant présenter des risques.

Pull de couleur gris siglé au nom du Titulaire : En vertu des articles L. 4121-1 et L. 4122-1 du Code du travail, l'uniforme doit être clairement identifiable et conforme aux exigences de sécurité pour le personnel de surveillance.

Parka avec bande réfléchissante : Conformément à l'article R. 4323-95 du Code du travail, l'agent doit porter des vêtements avec des bandes réfléchissantes pour assurer sa visibilité, notamment lors de missions en extérieur ou dans des conditions de faible luminosité.

Insignes distinctifs : L'article L. 4121-1 du Code du travail impose que tout salarié d'une fonction de sécurité porte un insigne distinctif pour son identification, garantissant la reconnaissance de ses fonctions et responsabilités.

Agent Conducteur de Chien

L'Agent conducteur de chien doit porter l'équipement suivant, conformément aux exigences de sécurité et d'hygiène définies par le Code du travail et les règlements en vigueur :

Combinaison intégrale noire siglée au nom de l'entreprise : L'uniforme doit être conforme aux exigences de sécurité et d'identification professionnelle prévues par l'article L. 4122-1 du Code du travail, relatif aux mesures de sécurité au travail et à l'obligation de porter des équipements adaptés.

Pull noir siglé au nom de l'entreprise : L'employeur est tenu de fournir un habillement adéquat et identifié, conformément aux articles L. 4121-1 et L. 4122-1 du Code du travail relatifs aux conditions de travail et à la sécurité des travailleurs.

Parka avec bande réfléchissante : Selon l'article R. 4323-95 du Code du travail, les vêtements de travail doivent être adaptés aux risques spécifiques, notamment ceux liés à la visibilité et à la sécurité des agents, en particulier lorsqu'ils sont amenés à travailler en extérieur ou dans des conditions de faible luminosité.

Insignes distinctifs : L'article L. 4121-1 du Code du travail impose que tout salarié en charge d'une fonction de sécurité ou de protection porte un insigne distinctif permettant son identification.

Chaussures type « Rangers » ou équivalent : Conformément à l'article R. 4323-95 du Code du travail, les chaussures de sécurité doivent être conformes aux normes en vigueur pour garantir la protection contre les risques spécifiques liés à la profession.

Responsabilité et Organisation du Personnel

Le personnel du Titulaire reste sous la responsabilité et la subordination directe de ce dernier, conformément aux dispositions des articles L. 1221-1 et suivants du Code du travail, relatifs à la relation de travail entre l'employeur et ses salariés. Le Titulaire organise la prestation en fonction des exigences du présent marché, et en tenant compte particulièrement des éléments suivants :

Horaires prescrits : L'organisation du temps de travail doit respecter les règles prévues par l'article L. 3121-1 du Code du travail.

Nature et fréquentation des locaux : Le Titulaire doit prendre en compte les caractéristiques spécifiques des locaux, en lien avec les obligations de sécurité et d'hygiène des articles L. 4121-1 à L. 4121-3 du Code du travail.

Demandes exceptionnelles : Le Titulaire doit s'assurer de la flexibilité nécessaire pour répondre aux demandes exceptionnelles dans le respect des dispositions de l'article L. 3121-16 du Code du travail.

Planification des postes (roulement de services) : La gestion des postes et du roulement doit se conformer aux règles de durée du travail et de repos prévu par les articles L. 3121-2 et L. 3121-15 du Code du travail.

Mises en place initiales (périodes d'essai des agents) : Conformément à l'article L. 1221-19 du Code du travail, des périodes d'essai peuvent être instaurées pour évaluer les compétences des agents.

Absences éventuelles des agents (congrés, maladies, etc.) : Le Titulaire doit anticiper les absences en respectant les articles L. 1226-1 et suivants du Code du travail concernant les arrêts maladie et les congés.

Consignes d'application (uniforme, consignes de postes, etc.) : Le respect des consignes de sécurité et d'application doit se conformer aux obligations des articles L. 4122-1 et suivants du Code du travail relatifs à la santé et à la sécurité des travailleurs.

Contrôles et liaisons avec les autres acteurs de la sécurité : Le Titulaire doit coordonner les actions de sécurité en conformité avec les articles L. 6111-1 et suivants du Code du travail, relatifs à la prévention des risques professionnels.

Planification des formations et recyclages : Le Titulaire s'engage à respecter les obligations de formation et de recyclage, conformément à l'article L. 6321-1 du Code du travail, pour maintenir les compétences des agents.

En dehors des heures de permanence, le Titulaire est tenu d'organiser une astreinte permettant de répondre aux éventuelles difficultés de service, conformément aux dispositions de l'article L. 3121-9 du Code du travail relatif aux astreintes.

4.8 HORAIRES DES PRESTATIONS

Le Titulaire organise la surveillance aux jours, aux heures et aux conditions fixés dans le tableau des services.

4.9 CONTINUITE DE SERVICE

Le titulaire est garant de la continuité entre les équipes descendantes et montantes en toutes circonstances et doit prendre les mesures nécessaires pour assurer cette continuité, conformément aux

exigences du règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public, tel que modifié par l'arrêté du 25 juin 1980
En tout état de cause, le titulaire s'organise de manière autonome, sans que Télécom Paris n'ait à intervenir.

Par conséquent, lorsque des relèves doivent avoir lieu, l'agent chargé du gardiennage ne peut quitter son poste avant l'arrivée de son remplaçant. Le délai de remplacement d'un agent ne doit pas excéder 1 heure.

4.10 ORGANISATION DU TITULAIRE ET PERMANENCE TELEPHONIQUE

Le titulaire s'organise, par les moyens de son choix, pour fournir à Télécom Paris un contact disponible 24 h sur 24 et 7 jours sur 7. Ce contact doit impérativement maîtriser les contraintes du présent marché et être en mesure de prendre toute décision importante en cas de nécessité.

4.11 ACCIDENT DU TRAVAIL

En cas d'accident du travail survenant à son personnel lors de prestations effectuées pour le compte de Télécom Paris, le responsable Télécom Paris présent sur le site doit, conformément à l'article L. 4121-1 du Code du travail, être informé immédiatement après l'accident de l'identité de la personne blessée, des circonstances de l'accident et de la nature des blessures. Cette information doit permettre une prise en charge rapide et une déclaration à la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), conformément à l'article L. 441-1 du Code de la sécurité sociale.

ARTICLE 5 : LES MOYENS FOURNIS PAR TELECOM PARIS

5.1 MOYENS FOURNIS AU TITULAIRE PAR TELECOM PARIS:

Le manuel d'exploitation des équipements de sécurité existants sur le site et dans le bâtiment, conformément aux exigences de l'article R. 4224-1 du Code du travail relatif à la sécurité des travailleurs sur les lieux de travail ;

Les règles de fonctionnement de l'établissement et/ou les consignes d'établissement, conformément à l'article L. 4121-1 du Code du travail, qui impose à l'employeur d'assurer la sécurité et la santé des travailleurs en fournissant des consignes adaptées ;

Un logiciel de main courante électronique (GUARTEK), pour garantir la traçabilité des incidents et faciliter la gestion des risques, conformément à l'article R. 4512-1 du Code du travail sur la documentation de sécurité ;

Bureau et fauteuil ;

Standard téléphonique ;

Un local vestiaire (Le titulaire est tenu de maintenir ce local et ses équipements en bon état de propreté et de fonctionnement. Il doit signaler par écrit toutes déficiences constatées avant ou en cours d'utilisation, et susceptibles de provoquer un accident. Les réparations et/ou remise en état des biens dégradés consécutivement à l'inobservation des consignes, à un usage anormal ou au non-respect des consignes d'utilisation, seront facturées au titulaire), conformément à l'article R. 4228-21 du Code du travail concernant l'entretien des locaux de travail ;

La mise à disposition d'un poste informatique, conforme aux obligations relatives à l'ergonomie du poste de travail selon l'article R. 4541-1 du Code du travail ;

Un équipement de lieu de vie (micro-ondes, réfrigérateur, fontaine à eau, distributeurs automatiques payants), conformément à l'article R. 4228-1 du Code du travail relatif à la fourniture d'équipements adaptés aux conditions de travail ;

Un point d'eau et des sanitaires sont à proximité dudit poste. Les agents du titulaire ont l'obligation de laisser ce dernier dans un parfait état de propreté à l'issue de leur service ; en vertu de l'article R. 4228-9 du Code du travail concernant l'accès à des installations sanitaires propres et adéquates ;

Télécom Paris dote le titulaire de clés, permettant l'accès à tous les locaux concernés par la prestation. En cas de perte ou de vol, le titulaire avise aussitôt Télécom Paris des exemplaires manquants. Ceux-ci sont remplacés et font l'objet d'une facturation au titulaire, au tarif en vigueur.

À la fin du marché, le titulaire est tenu de remettre les clés confiées initialement par Télécom Paris. Un contrôle de cet état sera effectué en fin de marché.

Un procès-verbal est établi. Il comporte un descriptif des clés remises au titulaire du marché. Cela est conforme aux exigences de sécurité et de responsabilité liées à l'accès aux locaux, telles qu'établies dans les articles L. 1321-1 et R. 1321-1 du Code du travail.

5.2 MOYENS NON FOURNIS

Le Titulaire fournit à Télécom Paris pour son équipe :

Un GSM (S41) rondier électronique (PTI) : En vertu de l'article R. 4227-1 du Code du travail relatif aux équipements de travail et à la sécurité des travailleurs, le titulaire met à disposition un téléphone portable (S41) rondier électronique (PTI) adapté aux exigences de sécurité.

Les consignes d'application : Conformément à la norme NF X 50-777 de mai 1998, et à l'article L. 4121-1 du Code du travail, le titulaire doit établir des consignes de sécurité détaillées, en accord avec les prescriptions réglementaires relatives à la sécurité et à la santé des travailleurs.

Les matériels et outils nécessaires : En application de l'article L. 4121-2 du Code du travail, le titulaire fournira tous les matériels et outils nécessaires à l'exercice de la mission, incluant les moyens de communication adaptés.

Manuel d'utilisation et consignes d'exploitation : En cas d'absence de manuel d'utilisation des équipements de sécurité exploitables pour son personnel, le titulaire s'engage à élaborer, avec l'aide des unités techniques de Télécom Paris si nécessaire, des consignes d'exploitation conformément à l'article R. 4227-2 du Code du travail. Ces consignes devront être destinées à assurer la bonne gestion des équipements et systèmes de sécurité sur le site.

Dispositif de suivi de la réglementation : En application de l'article L. 2311-1 du Code du travail, le titulaire doit mettre en place, à ses frais, un dispositif permettant à son personnel de suivre l'évolution continue de la réglementation professionnelle. Il doit également garantir que chaque poste de travail soit équipé des supports pédagogiques nécessaires à la mise à jour des connaissances de son personnel.

Destruction de documents : Le titulaire doit soumettre à l'approbation de Télécom Paris tout projet de destruction de documents, conformément aux dispositions de l'article L. 123-22 du Code des relations entre le public et l'administration.

La licence du logiciel est mise en place par Télécom Paris.

ÉQUIPEMENT	Télécom Paris	Titulaire
Rondier électronique smartphone GSM (S41) pour piloter la sécurité du site en temps réel par photos, vidéos,		X

coordonnées GPS, transmission des rapports de ronde par mél.		
Logiciel main courante électronique	X	
Logiciel de gestion des matériels incendie	X	
Talkie-walkie PTI (1 unité par agent + 4 unités à disposition) double fréquence (dont 1 compatible avec gestion établissement)		X

ARTICLE 6 : CONTRÔLE ET QUALITÉ DES PRESTATIONS

6.1 AUTO CONTROLE DES PRESTATIONS

Responsabilité de l'Entreprise Intervenante et Autocontrôle

Télécom Paris n'a pas à se substituer à l'entreprise intervenante pour contrôler et suivre la réalisation des prestations que cette dernière exerce naturellement envers le personnel qu'elle a sous ses ordres. En effet, conformément à l'article L. 1211-1 du Code du travail, l'employeur est seul responsable de l'organisation du travail et de la gestion de ses équipes. En d'autres termes, Télécom Paris attend de l'entreprise qu'elle fonde ses éventuelles actions correctives sur son propre dispositif d'autocontrôle, conformément aux exigences de l'article L. 2313-1 du Code du travail, qui impose à l'employeur de mettre en place des mesures de contrôle interne visant à garantir la bonne exécution des prestations.

Cette approche est en ligne avec l'article R. 3243-1 du Code du travail, qui stipule que l'employeur doit s'assurer du respect des horaires de travail et des conditions d'exécution des tâches par ses salariés. En cas de dysfonctionnements ou de manquements, il appartient à l'entreprise de mettre en place les mesures correctives nécessaires dans le cadre de son système de gestion interne, en vertu de l'article 1217 du Code civil qui impose à l'employeur de réparer les défauts d'exécution de ses obligations contractuelles.

6.2 PRINCIPES GENERAUX DU CONTROLE

Contrôle des Présences et Suivi des Prestations

Mensuellement, le Titulaire remet à Télécom Paris un tableau détaillant la fréquence de ses passages sur site. Ce tableau doit être tenu à jour quotidiennement par le Titulaire et peut être sollicité à tout moment par Télécom Paris, y compris en cours de mois, conformément à l'article L. 123-1 du Code du travail relatif à la gestion des horaires de travail et à l'obligation de transparence.

À la demande de Télécom Paris, un rapport spécifique de contrôle relatif à une date, un agent ou toute autre information pertinente doit être fourni par le Titulaire. Le chef d'équipe est dans l'obligation de documenter, par un rapport sur la MCE (Mode de Contrôle des Effectifs), le passage du contrôleur, en y précisant son heure d'arrivée et son heure de départ, conformément à l'article R. 3243-1 du Code du travail sur la tenue des registres de présence.

Le Titulaire s'engage à assurer les points suivants :

Contrôle systématique de la présence de ses agents à la prise de service et à la fin du service, par tous les moyens nécessaires, en accord avec les dispositions de l'article L. 3121-1 du Code du travail sur les obligations liées à l'organisation du travail.

Vérification de la bonne réalisation des prestations par des contrôles contradictoires et aléatoires, conformément à l'article L. 2313-1 du Code du travail, qui impose des contrôles réguliers et indépendants.

Vérification et mise à jour des consignes d'application écrites internes à l'entreprise, en accord avec l'article R. 4213-7 du Code du travail, qui exige que des procédures de sécurité et des consignes internes soient mises en place et régulièrement réévaluées.

Concertation régulière avec les correspondants de Télécom Paris pour le présent marché, afin de discuter du fonctionnement et des évolutions nécessaires, conformément à l'article L. 2232-2 du Code du travail, sur la consultation des instances représentatives du personnel concernant l'organisation du travail et les évolutions des processus.

Mise à niveau immédiate en cas de manquement aux exigences du contrat ou aux normes de qualité, conformément aux obligations de réparation des défauts prévues par l'article 1217 du Code civil, qui stipule que le débiteur d'une obligation doit en réparer l'inexécution.

6.3 CONTROLES CONTRACTUELS

A.1 : Contrôles des prestations

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les contrôles des prestations seront effectués de manière contradictoire entre un représentant de Télécom Paris et le Titulaire, à raison d'un contrôle par trimestre et par poste. La date de chaque contrôle sera déterminée par Télécom Paris, avec un délai de prévenance minimal de 48 heures, en application de l'article R. 2194-4, pour permettre au Titulaire de préparer les éléments relatifs au contrôle. La fréquence de ces contrôles peut être réduite à un par mois si cela s'avère nécessaire, conformément à l'article L. 2112-15 du Code de la commande publique, qui permet d'adapter les modalités de contrôle en fonction de l'évolution des prestations.

La matrice de contrôle, définissant les critères et les modalités du contrôle, est annexée au présent marché.

A.2 : Plan d'action en cas de non-conformité

En cas de note inférieure à la performance attendue lors du contrôle contradictoire, conformément à l'annexe 3 du présent marché, le Titulaire doit présenter un plan d'action sous 48 heures à son interlocuteur chez Télécom Paris. Ce plan doit définir les mesures correctives et/ou préventives à mettre en œuvre pour améliorer la qualité des prestations, conformément aux exigences de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique, qui impose la mise en place d'actions correctives en cas de non-conformité.

A.3 : Application de pénalités

Le résultat des contrôles peut entraîner l'application de pénalités, conformément aux dispositions du marché, en vertu de l'article 1217 du Code civil, relatif aux sanctions en cas de non-exécution partielle ou totale des obligations contractuelles. Ces pénalités sont appliquées en fonction des critères définis dans le marché et en tenant compte des résultats des contrôles effectués.

6.4 QUALITE DE PRESTATION

A.1 : Engagement du Titulaire

Conformément aux articles L. 2111-1 et L. 2112-1 du Code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les procédures définies dans le présent marché. Il doit définir ses moyens et compétences en termes de structure, d'organisation et d'encadrement, lui permettant d'assurer la bonne exécution des prestations conformément aux exigences contractuelles.

A.2 : Obligations du Titulaire

Le Titulaire met en œuvre les actions suivantes, conformément aux obligations prévues dans le marché et les articles R. 2194-1 et R. 2194-2 du Code de la commande publique :

Assurer le suivi relationnel avec Télécom Paris : Le Titulaire doit assurer un reporting mensuel détaillant l'exécution des prestations, conformément aux exigences de suivi et de communication définies à l'article L. 2112-15 du Code de la commande publique ;

Détecter les dysfonctionnements : Le Titulaire s'engage à détecter suffisamment tôt les dysfonctionnements susceptibles d'affecter la prestation et à mettre en œuvre les actions correctives et/ou préventives nécessaires. Cela peut inclure la modification des missions et des consignes, l'identification des besoins en formation, ainsi que la mise en place d'exercices de sensibilisation, conformément à l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique relatif à la gestion des risques et à l'amélioration continue des prestations ;

Proposer des améliorations : Le Titulaire doit suggérer et proposer des améliorations continues à sa prestation, dans le respect des bonnes pratiques et des exigences de performance du marché, conformément à l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique qui prévoit l'amélioration des prestations tout au long de l'exécution du contrat.

6.5 REUNIONS DE SUIVI

Conformément aux articles R. 2194-4 et R. 2112-28 du Code de la commande publique, une réunion de suivi des prestations de surveillance et de gardiennage sera organisée au moins une fois par trimestre à compter de la notification du marché. Cette réunion a pour objectif de garantir un lien régulier entre le titulaire, les gardiens affectés et le pouvoir adjudicateur, afin de s'assurer de la bonne exécution du contrat.

Objectifs et modalités de la réunion

La réunion porte sur les points suivants :

Satisfaction du service rendu et adaptation du système aux besoins exprimés, conformément aux exigences de l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique, afin de s'assurer de la conformité des prestations ;

Suivi de la conformité des prestations, en adaptant les consignes d'application, en réévaluant les moyens de sécurité et en proposant des améliorations, conformément à l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique ;

Analyse du contrôle contradictoire des prestations réalisées, selon les critères définis dans le marché, conformément aux obligations de suivi et de contrôle prévues par l'article R. 2194-5 ;

Proposition de sanctions correctives en cas d'insatisfaction, lesquelles devront être validées par écrit par les deux parties, conformément à l'article 1217 du Code civil en matière de non-exécution des obligations contractuelles ;

Informations sur le déroulement courant du service, y compris les événements ou incidents qui auraient pu affecter l'exécution des prestations.

Engagements du titulaire lors des réunions

Lors des réunions, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur sur les points suivants :

- **L'exploitation courante du service**, en lien avec les exigences du marché et des textes réglementaires applicables ;
- **Les événements et anomalies** qui se sont produits durant la période, conformément aux obligations de déclaration prévues dans le contrat ;
- **L'évolution technologique, réglementaire ou conventionnelle** susceptible d'impacter les modalités d'exécution du service, en application de l'article L. 2111-3 du Code de la commande publique ;
- **Le personnel présent**, y compris les remplacements éventuels, dans le respect des obligations sociales et des normes applicables aux prestations de gardiennage.

ARTICLE 7 : CLAUSE RELATIVE AUX ASPECTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

Le Pouvoir adjudicateur attache une importance particulière au respect des principes du développement durable et attend une vigilance accrue de la part du titulaire concernant les principes de responsabilité sociale de l'entreprise (article L. 211-1 du Code de l'environnement, article L. 225-1 du Code de commerce).

Le titulaire doit veiller, lors de l'exécution du contrat, à respecter tout ou partie des principes suivants : **Favoriser la formation du personnel, la place des femmes, l'aménagement du travail, les travailleurs handicapés**, en conformité avec les obligations légales prévues par le Code du travail (articles L. 6321-1 et L. 5212-1 du Code du travail),

Respecter les conditions et horaires de travail mentionnés dans le Code du travail, et veiller au respect des droits des salariés, conformément aux articles L. 3131-1 à L. 3134-1 du Code du travail relatifs aux conditions de travail et aux durées maximales des horaires,

Respecter l'environnement, en prévoyant des mesures spécifiques pour limiter les nuisances sur l'environnement, telles que les émissions polluantes, la gestion des déchets, et la consommation d'énergie, en accord avec les obligations définies dans le Code de l'environnement (articles L. 110-1 et L. 541-1 du Code de l'environnement),

Respecter les sous-traitants, notamment en assurant des délais de règlement équitables, conformément aux dispositions des articles L. 441-3 et L. 441-6 du Code de commerce, et en mettant en place des partenariats respectueux des normes sociales et environnementales.

Le titulaire s'engage également à respecter la législation française concernant **la protection de l'environnement** et la **prévention de la pollution**, comme stipulé dans le Code de l'environnement (articles L. 110-1 et L. 541-1 du Code de l'environnement).

Le titulaire détaille dans son offre les **mesures et engagements** relatifs aux aspects sociaux et environnementaux, conformément aux exigences prévues par les articles R. 2152-4 et L. 211-1 du Code de l'environnement et R. 2152-7 du Code des marchés publics.

ARTICLE 8 : ANNEXES

Le présent CCTP est composé des annexes suivantes :

ANNEXE 1 : PLAN DE MASSE

ANNEXE 2 : EQUIPEMENTS TECHNIQUES

ANNEXE 3 : CONTROLE CONTRADICTOIRE

ANNEXE 4 : CAHIER DE CONSIGNES PARTICULIERES (DOCUMENT CONFIDENTIEL – REMIS AU SEUL TITULAIRE DU MARCHE